

PRINTEMPS ARABE

# Dix ans de désillusions

Maryline Dumas

**Les habitants de Sidi Bouzid, berceau de la révolution tunisienne, ont un sentiment d'inachevé. Frappés par la crise économique, ils attendent toujours une réponse à leurs revendications sociales.**

Il ne fait plus guère parler de lui, mais son portrait en lamelles d'acier trône sur le bâtiment de la poste, en face de la mairie de Sidi Bouzid, à 280 kilomètres au sud de Tunis. Sa charrette est représentée, à quelques mètres, par une statue de piètre qualité. Mohamed Bouazizi, vendeur ambulancier de fruits et légumes, s'est immolé par le feu ici même, le 17 décembre 2010. Son suicide, pour protester contre les autorités qui lui menaient la vie dure car il ne possédait pas d'autorisation de travail, a été l'étincelle de la « révolution du jasmin » en Tunisie, devenue le printemps arabe. Quelques semaines plus tard, le 14 janvier 2011, Zine el-Abidine Ben Ali fuyait le pays, après 24 années passées à sa tête.

## La Tunisie, un modèle ?

« Il ne faut pas oublier le nom de Mohamed Bouazizi », assure Amri Tahar, président de l'association Solidarité Emploi Mohamed Bouazizi. « Le fait est que ce qui s'est passé en Tunisie est dû à ce défunt. Son geste a marqué notre histoire. » Pourtant, l'embrassement qui a suivi reste un mystère pour beaucoup. Avant le vendeur de 26 ans, d'autres avaient

accompli ce même geste sans que s'ensuive un mouvement de cette ampleur. D'autres révoltes, comme celle du bassin minier de Gafsa en 2008 (qui a duré six mois et causé quatre morts), semblaient bien plus importantes. Mais ce 17 décembre 2010, à l'annonce de la mort de Mohamed Bouazizi, un groupe de militants locaux décide de muscler le scénario pour attiser la colère de la population : Bouazizi devient un diplômé qui n'a jamais pu trouver de travail décent, dans ce pays où les postes intéressants sont réservés aux proches des dirigeants. Il s'est fait confisquer sa charrette, qui lui offrait un modeste revenu grâce à son labeur, et il a été giflé par une policière, marque de la dérive autoritaire du régime. Dix ans plus tard, il est encore difficile pour beaucoup de démêler le vrai du faux.

Mais ce qui agace le plus les habitants-e-s de Sidi Bouzid, c'est qu'on parle de la Tunisie comme d'un modèle du printemps arabe. « Il est là, le vrai mythe », s'agace Mohamed, qui patiente dans le lobby du meilleur hôtel de la ville. « Vous la voyez où, la démocratie ? Au Parlement ? Ils ne font que se chamailler et ne s'intéressent pas à la population. » Comme pour lui donner raison, le 7 décembre, une dispute entre députés lors d'une réunion de la commission de la Femme s'est conclue par une agression physique entre deux élus. Le tout, filmé et diffusé sur les réseaux sociaux, n'a fait que ternir un

peu plus l'image des politiques auprès de la population.

La Tunisie a tout de même progressé en dix ans. Une nouvelle Constitution a été ratifiée en 2014. Par deux fois, élections législatives et présidentielles ont eu lieu de façon relativement transparente et équitable. La population peut désormais manifester, critiquer ou rencontrer des journalistes étrangers sans crainte. Mais c'est l'histoire du verre à moitié vide ou à moitié plein.

## Travailler pour s'en aller

La crise économique, aggravée par la Covid-19, donne la part belle aux nostalgiques de l'ancien régime. Sameh, 27 ans, sirote lentement un café sur l'avenue principale de Sidi Bouzid : « Donner la liberté mais aggraver la pauvreté, ça ne sert à rien », affirme cet électricien au chômage, qui occupe ses journées entre les terrasses de café et le domicile de ses parents. « Le chômage est une tradition en Tunisie. Ce n'est pas qu'à Sidi Bouzid, c'est partout dans le pays », nuance Ayoub, son ami vétérinaire, également au chômage.

Le gouvernorat de Sidi Bouzid affichait, en septembre 2020, 17,7 % de chômage selon l'Institut national de la statistique, contre 16,2 % au niveau national. Le taux de pauvreté est estimé à 25 %, bien loin des régions les plus pauvres, qui dépassent les 50 %, mais il reste supérieur au taux national de 15 %. « Ce qui est bizarre,

c'est de rencontrer quelqu'un qui travaille. Et de toute façon, même si tu as un boulot, tu ne rêves que de quitter le pays. Ceux qui travaillent, c'est pour financer leur voyage », affirme Sameh, qui rappelle que l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur, Slim Khalbous, a lui-même quitté son poste prématurément pour s'installer au Canada.

Outre l'émigration, la contrebande, dans cette région qui se trouve à proximité de l'Algérie et de la Libye, est devenue la seconde ambition des jeunes. Les constructions modernes et récentes de Sidi Bouzid les font rêver. « Mais pour se lancer dans la contrebande, il faut un capital », regrette Sameh. Ces nouveaux riches ont, en partie, participé à l'évolution de Sidi Bouzid. L'avenue principale, appelée Habib-Bourguiba ou Mohamed-Bouazizi - selon l'interlocuteur -, ressemble à celle d'une petite ville en développement. Des bâtiments repeints ou neufs, des cafés huppés, une chaussée propre.

## Dignité et deniers publics

La ville de 85.000 habitants a bénéficié d'un peu de soutien de l'État. Le gouvernorat (collectivité territoriale tunisienne) devant lequel Mohamed Bouazizi s'est immolé a déménagé dans un bâtiment tout neuf. Une piscine semi-olympique a également été construite. Elle attire pourtant les moqueries des habitants. « Elle est fermée depuis qu'elle

Le portrait de Mohamed Bouazizi, à l'origine des contestations d'il y a dix ans, est affiché sur le bâtiment de la poste, à quelques mètres du lieu où il s'est immolé le 17 décembre 2010.

est ouverte. De toute façon, nous n'avons pas besoin d'une piscine, mais de travail ! », rigole Sameh. La municipalité, à qui a été déléguée la gestion sans budget supplémentaire, n'avait pas les moyens d'assurer son fonctionnement.

Abdelkader Néji, le maire, promet une réouverture en 2021 et insiste sur l'intérêt de cet espace flambant neuf construit au milieu d'un quartier anarchique : « Pendant les deux mois où elle a été ouverte, il fallait voir le sourire des enfants qui se baignaient. Certains rétorquent que ce n'était pas la priorité, mais l'un des mots d'ordre de la révolution, c'était la dignité. Et la dignité, c'est aussi d'offrir la possibilité aux enfants de l'intérieur des terres d'apprendre à nager. »

Le conseil municipal - le premier à avoir été élu lors d'élections justes et équitables - s'est également activé afin de transformer la ville. Une salle de conférences et un parc avec des jeux pour enfants devraient bientôt être inaugurés. Une route ceinturant la ville a été construite et de nouveaux quartiers, souvent construits illégalement, ont été raccordés aux services de base. « Nous ne pouvons pas combattre le chômage nous-mêmes. Mais nous travaillons à améliorer le confort des habitants », indique Abdelkader Néji, qui espère que le 17 décembre sera l'occasion d'organiser un conseil des ministres spécial sur la ville de Sidi Bouzid. « Nous en avons besoin », insiste le maire, qui rappelle : « Avec

le nouveau découpage des territoires (concrétisé lors des élections municipales de 2018, ndlr), la population de la ville a été multipliée par deux et sa surface par neuf. Le budget, lui, est resté le même. »

D'autres promesses des différents gouvernements qui se sont succédé depuis 2011 restent, elles, très attendues par les habitants. Comme l'autoroute Tunis-Jelma (à 40 km au nord de Sidi Bouzid), qui n'en est qu'à la phase du tracé. Elle devrait permettre de désenclaver la région. Jusqu'ici desservie par une route à deux fois de quatre heures de route de la capitale. « Il n'y a ni autoroute ni aéroport. En dix ans, il n'y a eu qu'une légère amélioration de l'infrastructure routière, pas de quoi encourager les investisseurs à s'installer ici. C'est pour cela qu'il n'y a pas d'industrie », estime Ridha Jelalli, l'un des rares businessmen de la ville qui ne l'a pas quittée pour la côte, plus développée.

### Trop de patients, trop peu de personnel

De même, l'hôpital universitaire annoncé depuis des années ne semble guère avancé. Et pourtant, les besoins sont énormes. L'hôpital actuel a des murs décrépités et souffre d'un manque de matériel flagrant. Certains médecins utilisent des sacs poubelles pour recouvrir les lits de consultation. Sous couvert d'anony-



PHOTO : MARYLINE DUMAS

mat, un médecin témoigne, à la fin de son service dans un café de la ville : « Un jour on a un stylo, le lendemain non. Le plus gros problème est le manque de personnel, car l'État a gelé les embauches depuis quatre ans. Les salariés sont fatigués et il n'y a plus de congés maladie. C'est un cercle vicieux. » Ainsi, les opérations non prioritaires sont régulièrement repoussées, voire annulées. « On baisse la quantité de patients traités pour garder la qualité. Ceux qui ont les moyens vont se faire soigner dans d'autres villes. Les plus pauvres, eux, dorment parfois sur le parking de l'hôpital en attendant qu'on puisse les prendre en charge », détaille l'homme, qui laisse pointer son découragement et sa colère.

« Il n'y a aucune réflexion. Regardez à Tataouine, il suffit de bloquer une vanne de pétrole pour que le gouvernement embauche des gens

au sein d'une société prétendent d'environnement dont on ne connaît pas la finalité (suite à un mouvement de grève de plusieurs semaines, le gouvernement a signé un accord avec des chômeurs pour développer la région de Tataouine, ndlr) », s'agace le docteur, faisant écho à plein d'habitants de Sidi Bouzid qui regrettent de ne pas avoir de « moyen de pression » auprès de l'État, comme les industries pétrolières ou du phosphate.

Maryline Dumas, correspondante du woxx basée à Tunis s'est rendue sur place à Sidi Bouzid.